

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 34 du 08.04 au 23.08.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Libye" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Editorial

Total gagne du terrain en Libye

Les titres des entreprises italiennes actives s'envolent

Tiré à part :

Michel Collon ; Libye ? Vous vous êtes encore fait avoir ? Oui, encore !

K. Habib : Quand légalité internationale rime avec loi du plus fort.

Paroles & action du président Kadhafi

Le président Kadhafi appelle à sortir dans la rue pour livrer une bataille décisive pour défendre leur pays.

Paroles & action du président Obama

Thierry Meyssan : La main dans le sac : Washington tente de voler 1,5 milliard de dollars pour payer ses salariés du CNT.

Résistance

1 Lutte pour la libération du territoire

OTAN : Échec de la coalition ! Cesser de bombarder des civils !

2 Politique Libyenne

Discours de Seif al-Islam Kadhafi, à la TV.

3 Politique de l'Otan

« Opération Sirène »...

Des Canons ... pas du beurre

3 Etats-Unis

Les grandes manœuvres

La Chambre interdit de financer les rebelles libyens

Les États-Unis adoptent une approche de « puissance intelligente » sur la Libye et la Syrie

Thierry Meyssan : Washington planifie une occupation prolongée d'une partie de la Libye.

4 CNT- Les rebelles

Les grandes manœuvres

Le CNT ouvre son ambassade à Washington

Des Canons ... pas du beurre

Première visite de la rébellion libyenne à l'Otan.

Editorial

Total gagne du terrain en Libye

Le titre Total progressait nettement lundi matin, les investisseurs tablant sur un changement rapide de régime en Libye qui permettrait une réouverture des installations pétrolières du pays.

A 10H36 (08H36 GMT), le titre, première capitalisation du CAC 40, s'inscrivait en tête de l'indice, progressant de 3,05% à 32,94 euros dans un marché en hausse de 1,19%.

En cas de prise de contrôle de la Libye par les rebelles, ces derniers auront très vite besoin d'argent et vont donc opter pour une réouverture rapide des installations pétrolières, a commenté un analyste parisien sous couvert d'anonymat.

Environ 2,5% de la production du groupe pétrolier Total se fait actuellement dans le pays mais des nouveaux contrats pourraient être rapidement signés par le groupe, a ajouté l'analyste.

Après plus de six mois de combats, les rebelles ont pris le contrôle de plusieurs quartiers de Tripoli dimanche. L'Union européenne et l'Otan estiment désormais que la fin du régime du colonel Mouammar Kadhafi est proche.

La Libye, membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), exportait en temps normal 1,49 million de barils par jour, en majeure partie (85%) vers l'Europe, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Mais ses exportations se sont effondrées depuis le début de la révolte le 15 février et sont actuellement quasi-nulles.

TOTAL

Les titres des entreprises italiennes actives s'envolent

Les titres d'entreprises italiennes actives en Libye, comme Ansaldo STS et Eni, s'envolaient lundi à la Bourse de Milan de plus de 5% dans le sillage de l'avancée des rebelles dans Tripoli.

Vers 09h07 GMT, Ansaldo STS, filiale du groupe Finmeccanica spécialisée dans la construction ferroviaire et les infrastructures de télécommunications, très active en Libye avant le conflit, bondissait de 5,73% à 5,99 euros dans un marché en hausse, l'indice vedette FTSE Mib prenant 2,54% à 14.973 points.

A cause du conflit en Libye, Ansaldo STS avait dû annuler deux grands contrats portant sur un total de 660 millions d'euros et avait été contraint dans la foulée de revoir à la baisse ses objectifs pour 2011 et 2012, indique Enrico Coco de Banca Leonardo.

Le marché semble parier sur une normalisation de la situation et un retour à ses contrats, note l'analyste. Ansaldo a un contrat notamment pour réaliser la première ligne ferroviaire du pays.

Le groupe pétrolier Eni, également très présent en Libye, gagnait quant à lui 5,05% à 13,11 euros. C'est l'un des titres pétroliers qui a le plus souffert depuis le début de l'année. Il rebondit alors que la situation s'améliore en Libye, tout comme la compagnie autrichienne OVM, analyse Anne Pumir de Natixis Securities.

Eni était l'un des plus gros opérateurs en Libye, où il réalisait 17% de sa production totale, rappelle l'analyste.

Premier partenaire commercial de Tripoli -- l'Italie était en 2009 le premier débouché des exportations libyennes (20%) et le premier exportateur en Libye, avec une part de marché de 17,5% --, la péninsule, qui comptait près de 180 entreprises installées sur place, s'est révélée l'un des pays les plus exposés au conflit libyen.

A la suite d'un accord signé en 2008 entre les deux pays, de nombreuses entreprises italiennes avaient notamment été sélectionnées pour de juteux contrats, de Finmeccanica à Impregilo, en particulier pour la construction d'universités et de diverses infrastructures.

Impregilo, entreprise du BTP, enregistrait lundi une hausse de 1,48% à 1,64 euros et Finmeccanica s'appréciait de 1,46% à 4,71 euros.

Parmi les autres sociétés italiennes en affaires avec la Libye, figurent notamment Telecom Italia, Alitalia, Edison, Saipem.

- L'Union européenne (UE) a étendu ses sanctions ciblées ...

... à deux autres sociétés libyennes, indique un communiqué publié vendredi à Bruxelles.

Il s'agit de la compagnie pétrolière et gazière Al-Sharara et de l'Organisme chargé du développement des centres administratifs (ODAC).

L'UE accuse ces deux sociétés d'agir «selon les instructions du régime de Kadhafi», précisant que ODAC est une source potentielle de financement du régime de Kadhafi.

L'UE a gelé les avoirs de six autorités portuaires, 49 entités et 39 personnalités libyennes.

Pana 13/08/2011

<http://www.afriquejet.com/sanction-libye-2011081320533.html>

Tiré à part :

Michel Collon ; Libye ? Vous vous êtes encore fait avoir ? Oui, encore !

Les « armes de destruction massive », ça n'a pas suffi ? Le martyr de l'Irak, frappé d'abord par les médiamentos et ensuite par les bombes, on n'en a pas tiré les leçons ? Non, on n'en a pas tiré les leçons. On sait que les États-Unis ont menti sur le Vietnam, l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan et Gaza, mais on croit que cette fois-ci, sur la Libye, ils disent la vérité. Étrange.

La majorité de nos concitoyens croient encore ce que l'Otan a raconté sur la Libye. Y compris les Arabes car cette fois, Al Jazeera s'est aligné sur l'OTAN (on verra bientôt pourquoi).

Pourtant, dans nos infos quotidiennes, tellement d'indices devraient nous pousser à la méfiance. Juste un exemple... Depuis le début, l'Otan et les médias nous racontent que les rebelles ne cessent de se progresser,

qu'ils ont conquis telle et telle ville, et qu'ils seront très bientôt dans Tripoli, où Kadhafi, « *isolé et détesté* », va tomber rapidement.

Ça fait cinq mois qu'on nous dit (comme toujours) que la guerre sera rapide et propre, presque joyeuse, ne vous faites pas de soucis ! Tous les quinze jours, les « *rebelles* » effectuent une « *percée décisive* ». Cette semaine, on le lit encore partout.

Depuis cinq mois qu'ils ne cessent « *d'avancer* », les rebelles devraient déjà se trouver à Paris ! Mais de « *succès* » en « *succès* », ils se retrouvent à piétiner au même point et cela bien qu'ils disposent de deux avantages énormes :

- 1. Les bombardements effectués par les armées les plus puissantes du monde.
- 2. Des livraisons d'armes ultra-modernes par la France, le Qatar (tiens, les propriétaires d'Al Jazeera !), et d'autres pays.

Alors pourquoi les rebelles piétinent-ils malgré tout ? Serait-ce qu'en fait ils n'ont pas le soutien massif de la population, comme on nous le prétend ?

Si vous vous renseignez ailleurs que chez les médias pro-Otan, vous entendrez une toute autre explication sur la situation militaire. En fait, les rebelles « *progressent* » seulement quand l'Otan a bombardé des positions de l'armée libyenne ou des milices de défense. Alors, ils prennent vite possession des zones « *libérées* », se font photographier avec un drapeau, envoient un communiqué aux médias complaisants et puis se retirent rapidement car la population ne les soutient pas et ils commettent quantité de crimes pour l'intimider. Donc, un pas en avant, deux pas en arrière, tout le temps.

Ça n'a rien à voir avec un soulèvement massif de toute la population contre Ben Ali ou Moubarak, et c'est pour ça que ça dure des mois.

Et donc, ça vaudrait la peine de se pencher sur tous les autres manipulations médiatiques, qui a mené à soutenir cette guerre en ignorant la véritable situation. Ces manipulations médiatiques, nous allons les examiner dans un petit livre de poche qui sortira le 8 septembre Libye, Otan et médiamentonges (1). Afin que plus jamais vous ne deviez dire : « *Ah oui, je me suis fait avoir encore une fois* ».

Bruxelles, 17 août 2011 –

19 août

[Michel Collon](#)

K. Habib : Quand légalité internationale rime avec loi du plus fort.

Le jeu de massacre est couvert par la résolution 1973. Ils tuent au nom de la communauté internationale, prise au piège de son acceptation d'une légalité internationale dont le fondement est la loi du plus fort.

L'intervention militaire en Libye sous couvert de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU a outrepassé l'objectif qui lui a été assigné, à savoir empêcher le dictateur de Tripoli de faire usage de son aviation et de ses armes lourdes contre la population libyenne entrée en révolte contre lui.

Tant que les bombardements opérés dans ce cadre ont visé effectivement à neutraliser le potentiel en ces deux armes dont disposait Kadhafi, la légalité des opérations n'a pas posé problème à l'opinion internationale. Mais dès lors que des dirigeants politiques d'États membres de l'OTAN, à qui a été confiée la mission d'intervention, ont, par interprétation spacieuse du contenu de la résolution des Nations unies, fixé à cette intervention des buts outrepassant la seule protection de la population, questionnement et doute quant à sa conformité avec le droit se sont fait jour.

Les bombardements effectués par l'armada aérienne de l'OTAN ne visent plus des cibles militaires uniquement. Au motif que les troupes de Kadhafi utiliseraient des infrastructures civiles à des fins militaires, les stratégies de l'OTAN en ont fait des cibles et ordonné leur destruction.

Sans pour autant faire la preuve qu'il y avait une nécessité militaire conforme à l'esprit de la résolution 1973. Cette stratégie pour le moins aveugle fait autant de morts, sinon plus, parmi la population que les affrontements qui opposent la rébellion aux partisans du colonel Kadhafi.

A ce niveau de la tuerie, il n'est plus question de parler de « bavures » mais d'une opération froidement et délibérément menée, dont l'objectif est de terroriser la frange de la population libyenne encore fidèle à son « guide ».

Pour des actions de ce genre ordonnées par des hommes politiques et des chefs militaires dans d'autres conflits ayant eu cours dans le monde, il a été aussitôt accolé le qualificatif de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité et la justice internationale actionnée pour poursuivre leurs acteurs.

Libye, ceux qui ont décidé de bombarder où et quand ils le veulent ont la conscience tranquille. Le jeu de massacre est couvert par la résolution 1973. Ils tuent au nom de la communauté internationale, prise au piège de son acceptation d'une légalité internationale dont le fondement est la loi du plus fort.

Qu'est-ce d'autre en vérité cette légalité internationale quand des grandes puissances l'adaptent à leurs intérêts nationaux et font interdiction aux faibles d'en discuter la monopolisation par eux de son interprétation et de son application ? Pour avoir osé dire que dans le cas libyen il est fait un mauvais usage de la résolution 1973, l'Algérie a essuyé un tir croisé, dont les protagonistes ont manœuvré pour la mettre au banc des accusés en tant que soutien d'un dictateur et d'un régime universellement condamnés.

Diversions parmi d'autres pour faire oublier que l'intervention qui se poursuit en Libye est, elle, désormais hors la loi : car loin de protéger la population libyenne, elle participe à son extermination et en « bonne conscience ».

La légalité internationale étant faite de deux poids, deux mesures, le procureur du Tribunal pénal international s'active à réunir des dossiers de mise en accusation pour Gbagbo, Bachar El-Assad ou Ali Abdallah Salah. Ceux qui, en Occident, ont programmé et ordonné les bombardements en Libye ne seront nullement confrontés à son activisme justicier. Leur lecture du contenu de la résolution de l'ONU a force de vérité aux yeux de ce procureur. Il est vrai qu'elle produit des conséquences qui sont tout bénéfice pour l'Occident.

Kharroubi Habib –

Le Quotidien d'Oran

1er août

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10958

Paroles & action du président Kadhafi

Le président Kadhafi appelle à sortir dans la rue pour livrer une bataille décisive pour défendre leur pays.

Mouammar Kadhafi a appelé, dans un discours diffusé dimanche par la télévision libyenne, les Libyens à sortir dans la rue pour défendre leur pays 'que les rebelles veulent remettre aux mains des colonisateurs'.

Le guide Kadhafi a notamment exhorté les Tripolitains à ne pas avoir peur et à affronter les rebelles en livrant une bataille décisive à Tajoura, banlieue Est de Tripoli, que des informations indiquent qu'elle est sous le contrôle des groupes rebelles.

Le leader libyen a indiqué qu'il est aux côtés des Tripolitains pour combattre avec les tribus en vue de défendre la capitale, promettant d'ouvrir les entrepôts d'armement aux populations afin qu'elles puissent se défendre.

Par ailleurs, le porte-parole du gouvernement libyen, Moussa Ibrahim, appelé à un cessez-le feu immédiat et à des pourparlers entre toutes les parties en vue de trouver une solution à la crise et éviter l'effusion de sang.

Il a cependant révélé que des milliers de soldats et de volontaires sont disposés à défendre la capitale, Tripoli, soulignant qu'ils veulent défendre leur patrie et leurs familles.

Des rapports de presse des différents médias font état d'une avancée significative des rebelles libyens qui ont porté la guerre en plein cœur de la capitale libyenne, samedi soir, faisant entrer la crise libyenne dans une phase décisive.

22-08

<http://www.afriquejet.com/tripoli-libye-rebelles-2011082120978.html>

Paroles & action du président Obama

Thierry Meyssan : La main dans le sac : Washington tente de voler 1,5 milliard de dollars pour payer ses salariés du CNT.

Les États-Unis ont tenté de s'emparer lundi dernier d'1 500 000 000 de dollars appartenant à l'État libyen, mais en ont été empêchés in extremis par l'Afrique du Sud. Les documents produits lors de cet épisode, et que révèle le Réseau Voltaire, attestent que les membres du CNT et leurs fonctionnaires sont directement salariés par un organe US.

Mardi 9 août 2011, Sana Khan, secrétaire du Comité des sanctions mis en place par la résolution 1970 du Conseil de sécurité, a transmis aux membres du Comité un avis émanant de l'ambassadrice Susan Rice, représentante permanente des États-Unis à l'ONU.

Dans cette missive, dont le Réseau Voltaire s'est procuré une copie [document téléchargeable sur <http://www.voltairenet.org/Washington-tente-de-voler-1-5>], Washington informe le Comité de son intention de dégeler 1 500 000 000 de dollars appartenant à la Banque centrale de Libye, à l'Autorité libyenne d'investissement, à la Banque étrangère de Libye, au Portefeuille d'investissement libyen en Afrique et à la Compagnie nationale libyenne du pétrole.

Arguant que ce dégel est légal lorsque les fonds sont destinés à des fins humanitaires ou civiles (article 19 de la Résolution 1970 [1]), Washington indique qu'il affectera unilatéralement cette somme comme suit :

- 500 000 000 de dollars à des organisations humanitaires de son choix « *pour répondre aux besoins humanitaires actuels et à ceux que l'on peut anticiper, dans la ligne de l'appel des Nations Unies et de ses mises à jour prévisibles* » ;
- 500 000 000 de dollars à « *des sociétés d'approvisionnement en fuel et en biens humanitaires nécessaires* » ;
- 500 000 000 de dollars au Temporary Financial Mechanism (TFM) pour « *payer les salaires et les dépenses de fonctionnement des fonctionnaires libyens, des dépenses alimentaires, de l'électricité et d'autres achats humanitaires* ». Sur cette somme, 100 000 000 de dollars seront provisionnées afin d'être ultérieurement affectés aux besoins humanitaires des Libyens dans les zones non contrôlées par le Conseil de transition nationale (CNT) lorsque celui-ci aura établi « *un mécanisme crédible, transparent et effectif* » pour les leur transmettre.

En clair, les États-Unis ont informé le Comité des sanctions de leur intention de s'emparer 1,5 milliard de dollars qu'ils attribueraient pour un tiers à leurs propres services humanitaires (USAID...), pour un second tiers à leurs propres multinationales (Exxon, Halliburton etc.), et pour le restant au TFM, un bureau du LIEM, lequel n'est qu'un organe officieux créé par Washington et avalisé par le Groupe de contact pour administrer la Libye [2].

Washington a fait savoir qu'il considérerait avoir l'accord tacite du Comité des sanctions dans les cinq jours suivant la réception de sa notification.

Malheureusement, la Libye ne pouvait pas s'opposer à ce vol, car elle n'est pas représentée à ce Comité. En effet, son ancien ambassadeur a fait défection, et —en violation de l'Accord de siège— le Département d'État n'a toujours pas délivré de visa à son nouvel ambassadeur.

Washington entendait bien profiter de cette absence forcée pour s'emparer du butin. Au demeurant, la France a déjà ouvert une brèche en volant 128 millions de dollars dans les mêmes conditions. C'est en définitive le représentant permanent de l'Afrique du Sud, l'ambassadeur Baso Sangqu, qui a fait obstacle à la manœuvre.

Outre la rapacité des États-Unis, cet invraisemblable épisode confirme que l'auto-proclamée « *Libye libre* » de Benghazi et Misrata n'est pas gouvernée par le Conseil national de transition (CNT). Celui-ci n'est qu'une façade, au demeurant fort lézardée. L'Est de la Libye, contrôlé par l'OTAN, est administré par le Libyan Information Exchange Mechanism (LIEM), un organe informel, sans personnalité juridique, mis en place à Naples par les seuls États-Unis, même si certains de ses employés sont des Italiens. Les fonds que l'on présente comme attribués au CNT sont en réalité remis au LIEM qui les utilise pour salarier les membres du CNT et leurs fonctionnaires. La différence est de taille : le Conseil national de transition n'a pas de politique propre, il se contente d'exécuter la politique des États-Unis. Et c'est bien normal lorsque l'on sait que le CNT n'a pas été formé lors des événements de Benghazi, mais plusieurs années avant à Londres comme un gouvernement provisoire en exil.

Par conséquent, l'action militaire des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN ou du Conseil de coopération du Golfe n'a pas pour objectif de mettre en œuvre la protection des civils prévue par la résolution 1973, et encore moins la « *libération des Libyens* », mais bien la colonisation du pays.

[1] « Résolution 1970 sur la Libye », Réseau Voltaire, 26 février 2011.

<http://www.voltairenet.org/article168680.html>

[2] « Libye : Washington prépare sa revanche », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 juillet 2011.

Thierry Meyssan

Réseau Voltaire | Tripoli (Libye) |

16 août 2011

<http://www.voltairenet.org/Washington-tente-de-voler-1-5>

<http://www.voltairenet.org/article170857.html>

Résistance

1 Lutte pour la libération du territoire

OTAN : Échec de la coalition ! Cesser de bombarder des civils !

Que reste-t-il à faire après avoir épuisé tous les moyens funestes pour faire tomber un homme que soutient l'écrasante majorité de son peuple ? Au moins 5 millions et demi dont 2 millions ont été armés, pour un pays de 7 millions d'habitants - (observons les manifestations récentes, les plus remarquables : Tripoli le 1^{er} juillet, 1 million 750 000 ; Sebha le 8 juillet, 800 000 ; Ladjilet le jeudi 14 juillet, 1 million ; Zliten le vendredi 15 juillet, 1 million ; Ezzaouiya le samedi 16 juillet, 600 000 et bien d'autres endroits - soit 80% au vu des autres manifestations dans plusieurs régions y compris celles de l'Est). Que reste-t-il des faux prétextes qui ont « justifié » l'agression de cette Libye qui vivait en paix et dans l'abondance jusqu'au jour où des brigands, des envieux, ont décidé de concert de la saigner pour accaparer ses richesses et ses biens. Que reste-t-il des mensonges et de la « stratégie » utilisée consistant à « protéger des civils » des mains d'un « dictateur » car on a fait, jusque-là, qu'en tuer, intentionnellement, par des bombardements aériens croyant ainsi susciter une révolte populaire. Que reste-t-il de ce Conseil fantoche, de type CNT, qui s'est avéré un ramassis de traîtres libyens sans dignité et principes, composés d'opposants qui vivent pour leur majorité en Occident depuis plus de 30 ans, qui emmargent à la CIA et le M16, d'ex-ministres opportunistes de dissidence récente, de quelques militaires renégats, d'ex haut fonctionnaires félons et d'affairistes qui ne reconnaissent de la Libye que ce qu'ils peuvent tirer comme richesse personnelle. Les plus cités sont entre autres Abdeljalil, Bouchena, Hafter, Younes, Tarhouni, Chemmam, Chelgham, Dogha, Djibril, Koussa, Logelli, Fethi, Hassouna, Hariri, Aissaoui et Baiba qui sollicitent des frappes destructrices et désignent les objectifs de ce qu'ils disent être leur pays, dirigent des milices auxquels se sont

alliés l'Aqmi d'Al Qaida et le front islamique libyen que représentent entre autres Lahssadi, Salabi, Benguemou, Belaaradj et Fertas. Que reste-t-il des vantardises continues et médiatisées des « héros de la liberté » qui conquièrent de nouveaux territoires et qui seraient depuis 4 mois aux portes de Tripoli

Que reste-t-il enfin après cet acharnement, par vengeance, à 'sanctionner' une population qui refuse l'abdication en se 'cristallisant', contrairement aux calculs, encore plus autour de son Guide face à l'adversité ? 2000 tributs et plus de 5 millions de manifestants qui renouvellent leur soutien franc et solennel à Kadhafi n'est pas chose banale malgré les 6788 frappes de missiles sur 17794 vols de reconnaissance des avions de combat au 6 aout 2011, surtout de nuit. Frappes qui ont atteint ou détruit des habitations civiles, des hôpitaux, des écoles et collèges, des bâtiments administratifs dont les locaux de police et des renseignements généraux chargés de la corruption, la cité de l'enfance, des infrastructures de bases, des dépôts de nourritures, des réseaux de communication, la télévision, des check point ; tuant des milliers de personnes civiles parmi eux des femmes, des vieillards, des hommes de religions dans leur lieu de culte, des enfants, des bébés et ce en plus des dizaines de viols de jeunes filles suivis d'assassinats (des scènes terribles filmées surtout à Mesrata). Tous les moyens politiques, militaires, juridiques, religieux et de propagandes ont été utilisés sans interruption mais surtout sans succès ! Que pouvait-il bien rester comme cartes devant un enlèvement annoncé lorsque tout était construit sur du mensonge et du faux ! S'entêter et bombarder encore et encore, les mêmes cibles souvent, pendant aussi le mois sacré de Ramadhan, le mois de foi et de générosité, de surcroît au moment des prières surérogatoires (Tarâwih) ? Pour tuer, inutilement et gratuitement, encore plus de civils et détruire encore plus pour une cause et une face déjà perdue ? Cela rappelle les nazis avec leur solution finale. Que reste-il comme mensonge et propagande subversive ? Les répéter ? Comme l'annonce de la 2^e mort de Khamis Kadhafi qui dirige la brigade la plus redoutée ; information que démentent les libyens et qui vient comme diversion afin de masquer les crimes récents commis à Zliten.

L'Otan mène bien des actions criminelles pour un projet funeste issu d'une pensée obscurantiste, en filoutant l'Onu, en s'alliant à des groupes criminels et terroristes qu'elle prétend toujours combattre, pour un projet néocolonialiste plus étendu qui ne s'arrête pas aux frontières de la Libye. Par CNT interposé l'Otan, mais surtout la France de Sarkozy et la GB de Cameron - qu'appuient les Émirats du Qatar et des Émirats ainsi que le sinistre Amr Moussa et des Cheikhs de services - croient utiliser les islamistes pour leur projet et ces derniers jouent le jeu pour leur projet aussi. L'Otan le sait, mais en se croyant la plus maline. L'occident « démocratique » sait aussi que l'écrasante majorité des libyens soutiens Kadhafi, mais il n'est pas venu pour cela. Il n'a que faire de la démocratie dans ces contrées utiles. Ce qui l'intéresse c'est les intérêts, le pétrole et le gaz, et rien d'autres. Que valent ces foules d'idiots arabes, de musulmans, d'africains – utilisés comme faire valoir et chair à canon - devant des citoyens européens dans la mesure où les méfaits qu'ils commettront se dérouleront chez eux et entre-eux ! Dans le cas de la Libye, il s'agit d'un complot extérieur exécuté par des libyens qui doivent s'entretuer dans une guerre fratricide, pour des intérêts étrangers. Cette conception chauvine, égoïste, raciste et belliqueuse des relations internationales, aura sans aucun doute, de graves conséquences que l'esprit étriqué des dirigeants actuels occidentaux incompetents ne peut encore saisir. Nous avons bien dit, par ailleurs au sujet de l'ignoble pression de Sarkozy sur le Mali pour faire libérer, des mains de l'Aqmi, un citoyen français pris en otage, par le paiement d'une rançon aux terroristes que par ce geste volontaire la France venait « d'ouvrir le "boîte à Pandore" » en entrant, en plein, dans un engrenage infernal ... ! La voici maintenant, cette France, se servir du même groupe pour les besoins de ses objectifs en Libye, elle qui ne cesse de se considérer, avec arrogance, chante dans cette lutte anti-terroriste. Mensonge et mensonge quand on constate qu'elle n'est pas à sa première ineptie, notamment dans l'affaire de l'Arch de Zoé dans le trafic d'enfants, ou bien l'affaire dite des 'infirmières bulgares' ou encore l'affaire du Rwanda et de la Côte d'Ivoire.

Au vu de l'évolution des choses, les islamistes - en avançant leurs pions, en gagnant du terrain, en renforçant leurs moyens en armes - s'avèrent les vrais meneurs de jeu ! « A malin, malin et demi ». Ce CNT qui ne décide rien sans l'accord de Sarkozy et du sioniste milliardaire Bernard-Henri Lévy, le coordonnateur - ce « philosophe proconsul de Cyrénaïque (capitale Benghazi) » comme le titre un chroniqueur ou ce titre « narcissisme guerrier » de Daniel Salvatore Schiffer (Médiapart) - s'avère épouvantail entre les mains des islamistes qui se permettent même d'assassiner, après d'atroces tortures, leur allié chef de guerre Abdelfattah Younes du CNT, avec une facilité troublante ; liée sans doute aux luttes intestines pour l'influence et la destinée des aides financières de l'Occident mais aussi à la débâcle de Bréga (« plus de 600 mort » selon une source libyenne). La brigade « Abou Oubeida Aljarah » serait derrière cet acte. Malgré cela la coalition des diabolins de l'Otan - dont il ne reste que la France en tête, la GB, le Qatar et les Emirats - continue à fournir encore plus d' « aides » et de « logistique » qui prennent, pour une bonne partie, d'autres directions pour d'autres destinations et usages. Un vrai 'business' d'armes s'est installé. Quelle arnaque, quelle escroquerie du siècle ! Sarkozy et Cameron doivent se mordre les doigts. Par les actions bafouant le droit international que se permet l'Otan dans son agression – et de connivence avec l'ONU – il devient désormais légitime de 'blanchir' de l'argent, de faire de la piraterie, d'aider les terroristes, de prendre d'assaut les ambassades, d'aider les séparatistes, d'user des mercenaires, de tuer les chefs d'Etat et de gouvernements en cas de conflit.

Alors que les milices de Benghazi s'étaient alliées entre elles, en faire-valoir de l'Otan - contre le « dictateur de Tripoli qui bombarde sa population » - les voici maintenant, s'apercevant sûrement de la haute supercherie, s'entretuer par vengeance sur 'font tribal' à l'image de la composante d'un CNT hétéroclite, renégat, sans principes et sans projet pour la Libye que de la détruire et subtiliser ses avoirs, qui a transformé Benghazi et sa région en lieu où règne la terreur, les règlements de comptes, l'insécurité et où les habitants ne disposent plus de revenu, du minimum vital, que l'on a transformé en quémandeurs de nourriture. Quelle avilissement quand on constate que le pays jouit du 3^e revenu national brut (RNB) par habitant d'Afrique et affiche de bons indicateurs de développement humain (IDH) et qui aidait d'autres pays dans le besoin ! Situation que n'ont cessé de mettre en

garde des analystes politiques éclairés dont la télé libyenne par l'image et les preuves ; depuis février. La vedette est l'analyste politique le D^r Youssef Amine Chakir - ex opposant- devenu la bête noire de l'Otan, du CNT et d'Aljazeera. Ces milices - composées de prisonniers libérés de Benghazi, d'islamistes graciés, de frustrés et de ratés qui ont trouvé l'occasion de se venger et de s'enrichir, de bandits, de voyous, de plusieurs groupes d'Al-Qaïda surtout de l'Aqmi qui profite de la situation pour s'armer, de jeunes désœuvrés abrutis, dupés ou forcés – sont affublés du titre de « combattants de la liberté » malgré leur nombre réduit tandis que les millions de libyens qui défendent leur pays contre un agresseur dévastateur, tueur de civils et d'enfants qu'aide des traîtres et des aventuriers, sont taxés de terroristes et de mercenaires. L'Otan pratique ou autorise tous les interdits dont elle accuse, par diversion, l'armée libyenne. C'est la perversion.

Sur le terrain, à Benghazi, c'est la débandade des insurgés qui ne savent plus à quel chef se vouer et qui constatent le non-respect de leurs morts surtout ceux à Bréga que l'on a enterré, discrètement, dans des fosses communes près de Jdhabia ou de nuit au cimetière Al Haouari (des charniers en vue de les imputer à Kadhafi ?). C'est les combats de rues, les violations de domiciles, des hôpitaux et les enlèvements. C'est la liquidation des Ourfallis et Tarhounis (137 morts). C'est aussi ces mêmes fils de tribus avec ceux originaires de Zliten qui manifestent, en drapeau vert à Benghazi, leur soutien à Kadhafi et leur rejet du CNT et de l'Otan. C'est le chaos et la frustration des rebelles après l'échec aussi de Tidji puis de Mesrata et leur fuite de Zliten, de Dafnia et de Jdhabia non sans avoir semer des mines ; ils blâment tous leurs commandants. C'est les bombardements quotidiens et au hasard des villes qui ont manifesté leur soutien au Guide. C'est la fuite éperdue des Qataris vers Tobrouk. C'est les manifestations réclamant les salaires qui n'arrivent jamais. C'est les « bavures » qui se multiplient en bombardant encore des...insurgés. C'est des tribus qui menacent d'envahir surtout Benghazi et Mesrata pour les libérer. Citons Allain Jules : « Les évènements récents à Benghazi ont démontré le degré avancé de putréfaction du nid de vipère caché derrière le CNT ... la dislocation du CNT arrive à la vitesse grand V. ... le CNT ne survivra pas à la mort du général Younès... C'est clair, Mouammar Kadhafi est entrain de gagner sa lutte contre la coalition impérialiste ... ». C'est le clan Younes, que soutiennent d'autres groupes, qui menace de faire parler les armes si toute la lumière n'est pas faite sur cet assassinat dans 3 jours. On apprend, en dernière, que 15 agents de l'OTAN ont été capturés à Benghazi ; en échange de leur libération, les Libyens réclament le retrait immédiat de l'OTAN de leur sol. Chakir soutient mordicus que Younes a été assassiné à la suite d'un complot monté par Abdeljalil et Hafter de connivence avec les islamistes de l'Aqmi. Il donne pour cela les détails troublants du quand, comment et pourquoi. Cela est confirmé dans un article de « Sharq el Awsset », du dissident Mohamed Abdelmoutrib El Houni posant 21 questions, intitulé « des questions qui demandent réponses ». Chakir avait déjà averti dans plusieurs émissions passées qu'il y avait des luttes de clan au sein du CNT et qu'ils vont certainement « s'entretuer ». Un document filmé par portable a été diffusé montrant une prise de bec, entre responsables à Benghazi dont des éléments barbus connus pour leur « qaidisme » et des militaires dissidents, après la débâcle de Bréga. Cet assassinat montre que le CNT de l'Otan est une « duperie » de traîtres sans dignité qui vont s'exterminer dans leur course, à qui mieux mieux, pour 'arnaquer' l'Occident. C'est enfin le coup de grâce lorsque le porte-parole du gouvernement Libyen, Ibrahim Moussa, répond aux évaluations des experts de l'OTAN, selon laquelle les capacités défensives du régime libyen aurait été réduites de 20% par « nous avons encore des réserves impressionnantes / des armes / mais ne jugeons pas nécessaire de les utiliser ». Malgré tous les signes et indices d'un échec consommé de ce qui reste de la coalition - humiliée par un petit pays maghrébin de 7 millions d'habitants, qu'elle a cru faire abdiquer en quelques jours, mais qui résiste encore à 5 mois de bombardement aux missiles, tout en la défiant – il se trouve encore des hurluberlus comme le ministre de la défense britannique qui déclare à peu près ceci : « on s'attendait à une présence des islamistes d'Al Qaida, qu'on sait qu'ils sont présents mais on s'étonne de leur présence en Libye » (?!) pour ensuite affirmer l'incapacité des insurgés à gagner et qu'il faudra « trouver des traîtres proches du cercle de Kadhafi » (et le CNT alors ?). A mister Haig de pérorer que l'intervention en Libye a permis de « sécuriser la Tunisie et l'Egypte » (pouah !). Gérard Longuet demande, quant à lui, au million 750 mille tripolitains qui ont soutenu récemment (le 1^{er} juillet) Kadhafi « de se révolter » alors que Juppé reconnaît une erreur dans l'appréciation des forces de Kadhafi. Tous se permettent encore de dicter, tels des suzerains, l'avenir d'un pays souverain et indépendant et d'exiger le « départ de Kadhafi ». Rien que des niaiseries ou stupidités de responsables incompetents - entrées frauduleusement en politique – qui essayent de se mesurer à un Maître. Au moment où ce dernier réussissait sa révolution en 1969 à l'âge de 27 ans, en faisant abdiquer le Roi Idris, ces drôles de cocos étaient encore en culotte courte ! Si les Américains - qui se sont retirés sur la pointe des pieds de ce piège libyen - trouve maintenant matière à faire de la politique politicienne en orientant/imputant les choses à l'Iran qui soutiendrait Al Qaida comme ils l'ont fait pour l'Afghanistan c'est qu'ils admettent l'échec de cette aventure. Hugo Chavez assène « nous refusons d'une manière catégorique cette pantomime d'un Conseil de transition et l'attirail farineux de ces pays européens et d'autres qui ont reconnu un groupe de terroristes et lui ont donné une légitimité. Cela viole et détruit les bases du droit international ».

Les libyens et Kadhafi combattent légitimement, légalement et avec bonne conscience pour défendre leur pays contre une coalition d'agresseurs, de brigands, de barbares sans foi ni loi et sans morale, aidés par d'exécrables traîtres à leur pays. Les premiers sont dans la gloire, la respectabilité et le martyr tandis que les seconds sont dans l'ignominie, le déshonneur et la poubelle de l'histoire.

Rappelons-nous les objectifs du projet « Grand Moyen Orient » devenu « Nouveau Moyen Orient ». Selon ce projet qui se base sur les travaux de Bernard Lewis, Ralph Peters et Zbigniew Brzezinski, il s'agit de recomposer le monde musulman et arabe avec un nouveau tracé géographique qui doit reposer sur le principe « diviser pour régner » en créant des mini-États pétroliers et ethniques et ce, pour mieux contrôler et s'assurer cette richesse et surtout sécuriser Israël. Cet objectif, disions-nous par ailleurs, ne peut aboutir qu'en agitant les peuples, en

suscitant des conflits entre arabes et persans, entre sunnites et chiites, entre musulmans et chrétiens pour ensuite manipuler et recomposer dans le sens souhaité. On parle de Sykes-Picot 2. La Libye et la Syrie étant les pays déterminants pour la réussite de ce projet. A l'Université de Tel Aviv, en compagnie de Tzipi Livni, BHL déclare, en se comportant comme un dirigeant de l'insurrection en Libye « si nous réussissons à faire tomber Kadhafi ce sera un message pour Assad ».

Mais ces deux pays résistent. La Libye encore plus au regard de l'enlèvement de l'Otan, dans ce petit pays, sans possibilité d'une sortie honorable. La seule issue est d'arrêter immédiatement les bombardements des civils, contraire à la résolution 1973, et laisser les libyens trouver eux-mêmes la solution à leurs problèmes sans se voir dicter quoi que ce soit. Sarkozy et Cameron se retrouvent dans la situation suivante : fournir de l'argent au CNT qui en réclame de plus en plus, mais sans avancée sur le terrain des combats ; ne pas en fournir et voir sonner le glas du CNT que l'on a reconnu et par conséquent accepter l'échec en Libye sans possibilité de négociation ; demander au CNT de négocier par le biais de l'UA et s'en sortir du guépier à bon compte.

Dans tous les cas c'est Kadhafi qui aura le dernier mot car, fort d'un soutien populaire majeur. Sarkozy et Cameron et d'autres se sont bien fait avoir pour leur incompétence, leur penchant à la prédation et l'envie. Pour une Organisation dite du Traité de l'Atlantique Nord, destinée à faire face aux géants russe et chinois, quelle déchéance ! La Libye sera bien la malédiction de L'Otan, de l'ONU et des meneurs de cette coalition démoniaque !

Posté le 13 août 2011 à 09:41:26 par [SOULEIMAN](#)
<http://allainjules.com/2011/08/09/l...>

A 150 jours de bombardements, l'OTAN a rasé de nombreuses infrastructures, mais n'a toujours pas obtenu le moindre résultat militaire probant. Cet échec est imputable à l'absence de réflexion stratégique préalable. L'OTAN a cru pouvoir appliquer en Libye les méthodes standard qu'elle avait conçues pour d'autres environnements. Elle se trouve désemparée face à un cas particulier. La plus grande alliance militaire de l'Histoire, qui avait été conçue pour affronter l'URSS puis avait rêvé de devenir le gendarme du monde, n'a pas réussi sa reconversion.

Thierry Meyssan
10 AOÛT 2011

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-tourne-le-dos-a-sa-mission>

2 Politique Libyenne

Discours de Seif al-Islam Kadhafi, à la TV.

Seif al-Islam Kadhafi, un des fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a affirmé que le régime de Tripoli "n'abandonnerait pas la bataille" tout en invitant la rébellion au dialogue, dans un discours diffusé tôt ce matin par la télévision officielle. "Nous avons une longue haleine. Nous sommes sur notre terre et dans notre pays. Nous résisterons six mois, un an, deux ans,... Et nous gagnerons", a déclaré Seif al-Islam devant quelques dizaines de jeunes dans un discours prononcé selon lui samedi.

"Nous ne nous soumettons pas, nous n'abandonnerons pas la bataille. Ce n'est pas une décision de Seif al-Islam ou de Kadhafi, c'est la décision du peuple libyen", a-t-il poursuivi, ajoutant que "sa famille a payé la facture, comme tous les Libyens".

Il a toutefois appelé la rébellion au dialogue: "si vous voulez la paix, nous sommes prêts", a-t-il affirmé, en rappelant avoir supervisé l'élaboration d'un projet de Constitution.

Appel du président Dos Santos à la cessation des attaques de l'OTAN, en Libye 19/08/2011

Le président angolais et de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) a appelé, jeudi, à Luanda l'OTAN à cesser son intervention militaire en Libye et à ouvrir l'espace pour la négociation d'une solution politique entre les belligérants, sans pré-conditions, en adoptant le "road-map", proposé, par l'Union Africaine (UA). Le numéro un angolais a lancé cet appel, dans son discours prononcé à la cérémonie de clôture du XXXIème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la "SADC". Il a cité comme préoccupation les situations de conflits qui existent dans le continent notamment en Libye où il est difficile de trouver une issue à la guerre que connaît ce pays. Le Président Dos Santos a d'autre part, appelé les pays de la région à prêter une attention particulière et à exprimer leur solidarité au peuple somalien qui vit depuis des dizaines d'années une guerre aggravée par la famine et la sécheresse. Il a encouragé la Communauté Internationale à déployer ses efforts pour canaliser plus d'aide humanitaire, qui permet d'atténuer la souffrance des populations surtout des enfants qui vivent cette dramatique situation.

AFP
21/08

<http://french.irib.ir/info/afrique/item/137100-appel-du-president-dos-santos-a-la-cessation-des-attaques-de-lotan-en-libye>
<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/08/21/97001-20110821FILWWW00012-discours-d-un-fils-de-kadhafi-a-la-tv.php>

3 Politique de l'Otan

« Opération Sirène »...

20 août 2011,

Des civils ont afflué ces derniers jours dans les hôpitaux de la capitale affirmant avoir été blessés par des frappes aériennes menées par l'Otan dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu visant à protéger la population civile des forces du colonel Mouammar Kadhafi" superbe antynomie, j'espère ironique

"En théorie, les sanctions financières adoptées par l'Onu en février et mars ne concernent pas les produits essentiels et les médicaments. Mais la confusion entourant les restrictions a pesé sur l'approvisionnement médical, faisant craindre une crise humanitaire majeure." : En pratique, l'Occident cherche délibérément à créer une crise humanitaire majeure, dans l'espoir jusqu'à présent déçu de pousser les Libyens à se révolter contre le gouvernement. Le plus cynique, c'est que c'est au nom de la "protection des populations civiles" que ces crimes se commettent.

Point de presse d'Ibrahim Moussa -

«L'OTAN a fourni des armes au rebelles. Ceci n'est pas un secret. Ce sont avec ces armes que les rebelles tuent des Libyens. L'OTAN fournit la couverture aérienne, le soutien financier, les services de renseignements, la logistique et le soutien politique.

Chaque goutte de sang versée est la responsabilité des pays de l'OTAN et en particulier nous tenons Obama, Sarkozy et Cameron moralement responsable de chaque mort inutile en Libye.

Tripoli est bien protégé avec des milliers de soldats professionnels prêts à défendre la ville contre une attaque des rebelles sous la couverture de l'OTAN.

Les rebelles ne sont rien sans l'OTAN. Ils ne combattent pas pour la liberté, ils ne sont pas populaires, ils sont faibles. Mais quand l'OTAN attaque et bombarde tout devant eux, alors même les lâches peuvent avancer.»

22 août 2011

http://www.lepost.fr/article/2011/08/22/2572989_libye-point-de-presse-de-ibrahim-moussa-22-aout-2011.html

Les grandes manœuvres

Les hôpitaux de Tripoli paralysés par les sanctions de l'Onu.

Entre coupures d'électricité et pénurie de matériel, les médecins des hôpitaux de Tripoli s'efforcent tant bien que mal de soigner les civils blessés lors des frappes militaires de l'Otan sur la capitale libyenne.

Plus de cinq mois après le début des affrontements entre rebelles et forces gouvernementales, les stocks de médicaments et de matériel ont fondu. Les médecins sont de plus en plus contraints d'improviser face à des patients grièvement blessés, dit Hassan Moussa, un docteur de l'hôpital central de Tripoli.

"Nous sommes médecins mais on est incapables de sauver des vies. Où est l'oxygène ? Où se trouve le matériel de laboratoire, l'électricité, la réfrigération ?", dit-il. *"Nous demandons à Dieu de mettre fin à ce cauchemar."*

Des civils ont afflué ces derniers jours dans les hôpitaux de la capitale affirmant avoir été blessés par des frappes aériennes menées par l'Otan dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu visant à protéger la population civile des forces du colonel Mouammar Kadhafi.

Le gouvernement libyen a accusé mardi l'Otan d'avoir commis une "bavure" qui aurait tué 85 personnes, pour les trois quarts des femmes et des enfants, lors d'un raid contre le village de Madjar, près de Zlitane, à 150 km à l'est de Tripoli. L'Alliance atlantique a affirmé avoir frappé lundi soir un objectif militaire "légitime."

SANCTIONS

Selon une mission des Nations unies dépêchée en Libye en juillet, les besoins en matériel médical sont urgents. Les produits de base comme les vaccins viennent également à manquer.

Les hôpitaux doivent en outre faire face à un manque de main-d'oeuvre depuis le départ de nombreuses organisations humanitaires au début des affrontements entre forces rebelles et forces libyennes mi-février.

Face à ce manque de personnel, le ministère de la Santé a passé des annonces en juillet pour des postes d'obstétriciens, d'orthopédistes et d'autres spécialistes.

"Le réapprovisionnement en médicaments et en matériel médical est maintenant la principale priorité de la Libye en matière de santé", souligne Tarik Jasarevic, porte-parole de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à Genève.

"Jusqu'à présent, le système de santé est parvenu à éviter la propagation de maladies et à maintenir un haut niveau d'immunité", dit-il. *"Mais cela pourrait ne pas durer si les autorités médicales continuent de manquer de personnel, de fonds et de médicaments"*.

En théorie, les sanctions financières adoptées par l'Onu en février et mars ne concernent pas les produits essentiels et les médicaments. Mais la confusion entourant les restrictions a pesé sur l'approvisionnement médical, faisant craindre une crise humanitaire majeure.

Face à ce risque, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) estime que les sanctions de l'Onu devraient être assouplies et invite les gouvernements à revoir leur application.

"Nous les alertons notamment sur la nécessité d'assouplir les restrictions sur l'importation de fournitures médicales", dit sur le site internet du CICR Boris Michel, responsable des opérations pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest.

Les coupures de courant, devenues le lot quasi quotidien des habitants de Tripoli et d'autres villes libyennes, n'épargnent pas les hôpitaux contraints de faire avec les moyens du bord.

A l'image du médecin Mohamed Abou Ajeela Rachid qui a récemment réalisé une opération à la seule lumière de son téléphone portable.

L'OTAN continuera d'appliquer son mandat(...) en Libye

L'OTAN a déclaré dimanche qu'elle continuera à appliquer le mandat des Nations Unies pour protéger les civils en Libye, après que les forces rebelles aient pris possession de la capitale Tripoli.

"Ce que nous continuerons à faire c'est d'appliquer le mandat de l'ONU qui est de protéger les civils", a affirmé le porte-parole de l'OTAN, Oana Lungescu.

"Toutes les parties dans ce conflit ont une responsabilité claire de protéger les civils... Si nous voyons qu'il y a encore des (tentatives) d'attaquer des civils, nous allons continuer à appliquer le mandat", ajoute la même source.

Comment l'Otan protège les civils...

Reuters, 22 août

Des Canons ... pas du beurre

Un raid de l'Otan tue une mère et ses deux enfants en Libye

Les autorités libyennes ont accusé un raid de l'Otan d'être à l'origine de l'explosion qui a détruit une maison et tué une femme et ses deux enfants dans un quartier à l'ouest de Zliten, ville disputée à 150 km à l'est de Tripoli.

Les autorités ont conduit des journalistes étrangers devant cette maison détruite, puis dans la mosquée voisine où étaient exposés le cercueil fermé de la mère et ceux, ouverts, des deux enfants âgés de 4 et 5 ans, le visage ensanglanté.

Les trois victimes ont ensuite été enterrées aux cris de "Allah Akbar" et "Nous sommes prêts à mourir en martyrs pour la Libye". Le père de famille, Moustapha Naji, un enseignant de 35 ans, a raconté que le raid avait eu lieu jeudi matin vers 06H00, alors qu'il se trouvait à la mosquée. Il a fait état de deux autres blessés graves dans sa famille.

Les combattants venus de l'enclave rebelle de Misrata, à 60 km à l'ouest de Zliten, ont annoncé cette semaine avoir progressé dans Zliten, ville stratégique sur la route côtière en direction de Tripoli. Mais le régime a rapidement démenti et assuré qu'il contrôlait totalement la ville.

04/08/2011

(belga)

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/9478/Revolution-dans-les-pays-arabes/article/detail/1300913/2011/08/04/Un-raid-de-l-Otan-tue-une-mere-et-ses-deux-enfants-en-Libye.dhtml>

Le réseau de distribution d'électricité endommagé par les bombardements de l'OTAN

Situation en Libye - Les bombardements de l'OTAN ont sérieusement endommagé les lignes de transport d'électricité de haute tension, perturbant l'alimentation de plusieurs villes et villages en Libye, annonce la Société nationale d'électricité dans un communiqué.

Selon le communiqué, les bombardements ont entraîné l'isolement des centrales de production d'électricité dans certaines régions par rapport au système du réseau principal.

Ainsi, en raison de la forte augmentation des charges supplémentaires de l'été, la société n'arrive plus à assurer une distribution régulière et doit procéder un rationnement de l'électricité.

Tout en déployant des efforts intensifs pour un retour à la normale, la société a invité les usagers à faire des économies d'énergie.

De nombreux quartiers dans la capitale libyenne, Tripoli, et ses banlieues ont connu au cours des dernières 48 heures des délestages ayant, dans certains cas, duré entre 10 et 24 heures et la situation persiste encore aujourd'hui.

Pana

05/08/2011

<http://www.afriquejet.com/crise-libye-2011080519966.html>

Tripoli accuse l'Otan d'une bavure qui a fait 85 morts.

- Le gouvernement libyen a accusé mardi l'Otan d'une bavure qui aurait tué 85 personnes, pour les trois quarts des femmes et des enfants, lors d'un raid contre le village de Madjar, près de Zlitane, à 150 km à l'est de Tripoli.

L'Alliance atlantique a affirmé qu'elle avait frappé lundi soir un objectif militaire "légitime".

Un porte-parole du gouvernement de Mouammar Kadhafi, qui a conduit des journalistes étrangers sur les lieux de l'attaque, a déclaré que des missiles avaient atteint plusieurs fermes de Madjar.

Parmi les morts figurent 33 enfants, 32 femmes et 20 hommes, a-t-il précisé.

"Ils (les militaires de l'Otan) ne font pas de différence entre les soldats, les enfants, les vieillards", a dit Abdoukader Al Haouali, étudiant en cinquième année de médecine, qui travaille à l'hôpital de Zlitane

La télévision libyenne a diffusé les images des corps carbonisés de trois enfants. Elle a également montré des femmes et des enfants blessés soignés dans un hôpital.

Le gouvernement libyen a décrété trois jours de deuil national après ce raid, a dit la télévision. Un correspondant de Reuters a vu vingt sacs mortuaires rassemblés dans une salle de l'hôpital de Zlitane. Certains corps ont été montrés à la presse, dont celui d'un enfant apparemment âgé d'environ deux ans. Au total, les journalistes ont vu une trentaine de cadavres dans l'hôpital. Des responsables ont précisé que les autres victimes avaient été envoyées dans d'autres établissements.

Reuters,
9/8/11

Raids aériens de l'OTAN contre Tripoli et ses banlieues.

Les avions de l'OTAN ont mené dans la nuit de jeudi à vendredi un raid aérien contre la capitale libyenne, Tripoli, qui a été secouée par plusieurs explosions à différents endroits de la ville.

Les bombardements ont visé le quartier de Bab Al-Aziziya où se trouve la résidence du leader libyen Mouammar Kadhafi et qui est la cible de frappes aériennes ininterrompues depuis le déclenchement de l'opération militaire contre la Libye. Des explosions ont également retenti dans le secteur ouest de la ville, alors que Tajoura, dans la banlieue-est de Tripoli, a été touchée par les bombardements, ainsi que le centre de la ville.

Ces bombardements surviennent au lendemain d'une offre de trêve immédiate proposée par le secrétaire du Comité populaire général libyen, le Dr Baghdadi Mahmoudi, qui a exhorté la communauté internationale, en particulier les Nations unies et l'Union africaine, ainsi que les organisations internationales à aider les Libyens à trouver une solution pacifique à leur crise. Par ailleurs, le secrétaire du comité de direction de l'Office libyen des médias étrangers et porte-parole du gouvernement, Dr Moussa Ibrahim, a annoncé, jeudi soir, la décision des autorités libyennes d'accorder une prime de 500 dinars libyens à chaque famille à l'occasion de l'Aïd El Fitr et en guise de récompense pour leur résistance face à l'agression de l'OTAN.

Pana

20/08/2011

<http://www.afriquejet.com/raids-aeriens-otan-tripoli-banlieues-2011082020915.html>

Raid de l'OTAN : Plusieurs morts à Tripoli. 21/08/2011

Plusieurs personnes dont une femme ont été tuées, vendredi, lors d'un raid aérien de l'OTAN contre le quartier résidentiel Al-Aqwakh, à Tripoli, qui a également touché un entrepôt de médicaments, une clinique de cardiologie, ainsi qu'une mosquée, a annoncé le porte-parole du gouvernement libyen, Moussa Ibrahim.

Il a indiqué au cours d'une conférence de presse que ce raid avait provoqué une grande panique parmi les habitants de ce quartier.

Directeur de l'Office libyen des médias étrangers, Moussa Ibrahim a ajouté, que l'OTAN avait également bombardé la radio locale de la ville de Zaouia, à 40 km à l'ouest de Tripoli, une école et une clinique.

Il a accusé l'OTAN d'être venue en Libye pour semer le désordre en balisant la voie à l'entrée à des bandes armées terroristes. Le responsable libyen a démenti l'entrée de groupes armés libyens dans la ville de Zliten, à 160 km à l'est de Tripoli, qui, selon lui, est toujours sous contrôle des forces loyalistes.

Il assuré que l'Etat libyen résistera et fournira toutes les prestations et services nécessaires aux citoyens.

20/08/2011

<http://www.afriquejet.com/raid-otan-tripoli-libye-2011082020957.html>

Thierry Meyssan : Carnage de l'OTAN à Tripoli

De Tripoli, Thierry Meyssan relate le carnage dont il est le témoin. Article posté lundi à 0h35.

Samedi 20 août 2011, à 20h, c'est-à-dire lors de l'Iftar, la rupture du jeûne de Ramadan, l'Alliance atlantique a lancé « l'Opération Sirène ».

Les Sirènes sont des hauts-parleurs de mosquées qui ont été utilisées pour lancer un appel d'Al Qaeda à la révolte. Immédiatement des cellules dormantes de rebelles sont entrées en action. Il s'agissait de petits groupes très mobiles, qui ont multiplié les attaques. Les combats de la nuit ont fait 350 morts et 3000 blessés.

La situation s'est stabilisée dans la journée de dimanche.

Un bateau de l'OTAN a accosté à côté de Tripoli, livrant des armes lourdes et débarquant des jihadistes d'Al Qaeda, encadrés par des officiers de l'Alliance.

Les combats ont repris dans la nuit. Ils ont atteint une rare violence. Les drones et les avions de l'OTAN bombardent tous azimuts. Les hélicoptères mitraillent les gens dans les rues pour ouvrir la voie aux jihadistes.

Dans la soirée, un convoi de voitures officielles transportant des personnalités de premier plan a été attaqué. Il s'est réfugié à l'hôtel Rixos où séjourne la presse étrangère. L'OTAN n'a pas osé bombarder pour ne pas tuer ses journalistes. L'hôtel, dans lequel je me trouve, est assailli sous un tir nourri.

A 23h30, le ministère de la Santé ne pouvait que constater que les hôpitaux sont saturés. On comptait pour ce début de soirée 1300 morts supplémentaires et 5000 blessés.

L'OTAN avait reçu mission du Conseil de sécurité de protéger les civils. En réalité, la France et le Royaume-Uni viennent de renouer avec les massacres coloniaux
1h00 Khamis Kadhafi vient personnellement d'apporter des armes pour défendre l'hôtel. Il est reparti. Les combats sont très durs alentour.

20 août 2011,

Thierry Meyssan

3 Etats-Unis Les grandes manœuvres

La Chambre interdit de financer les rebelles libyens

La Chambre des représentants du Congrès américain a interdit jeudi par 229 voix contre 199 de financer la livraison d'armes aux opposants au régime libyen et l'entraînement militaire de ces derniers.

"Il est extrêmement important que nous arrêtons les autorités qui prennent part au conflit armé. La responsabilité du Congrès consiste à mettre fin à cette aventure irréfléchie en Libye", a annoncé le républicain Tom Cole, un des auteurs de l'amendement interdisant au Pentagone de fournir de l'équipement aux rebelles.

Ainsi, la Chambre des représentants a de nouveau signifié à la Maison Blanche que le président Barack Obama avait commis une erreur politique en envoyant des troupes américaines en Libye sans autorisation du Congrès. Cependant, les élus ont de nouveau refusé de couper les fonds nécessaires à la poursuite de la guerre en Libye, menée par la coalition internationale.

Il y a deux semaines, la Chambre avait également rejeté une résolution autorisant la participation des Etats-Unis à l'opération militaire en Libye.

Depuis février, le régime du colonel Kadhafi fait face à une révolte populaire dont la répression sanglante a provoqué une intervention militaire internationale, suite à l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de sécurité de l'Onu.

Le 19 mars, une coalition de pays occidentaux a lancé une opération militaire en vue de protéger la population civile de la Libye. Quelques jours plus tard, le commandement de l'opération est passé à l'Otan. Les frappes aériennes devaient initialement prendre fin le 27 juin, mais l'Alliance a décidé le 1er juin de les prolonger jusqu'à fin septembre.

Selon les estimations du démocrate Norm Dicks, le conflit en Libye pourrait coûter aux Etats-Unis un peu plus de 1 milliard de dollars.

08/07/2011

<http://fr.rian.ru/world/20110708/190086871.html>

Les États-Unis adoptent une approche de « puissance intelligente » sur la Libye et la Syrie

La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a déclaré mardi que les États-Unis adoptaient une approche de « puissance intelligente » sur la Libye et la Syrie.

Rappelant comment une coalition a été assemblée en un laps de temps relativement court, mobilisant les pays arabes, pour mener des frappes aériennes en Libye, la responsable diplomatique américaine a déclaré « c'est exactement le genre de monde que je souhaite, un monde dans lequel les États-Unis ne sont pas seuls à agir pendant que tous les autres restent en recul, que nous seuls supportons tous les coûts, et tous les sacrifices, que nos hommes et nos femmes donnent leur vie pour des valeurs universelles; un monde dans lequel nous pouvons enfin commencer à dire que nous sommes les plus grands dirigeants au monde et que nous dirigeons effectivement ».

« L'un des aspects pour être dirigeant est de mobiliser d'autres personnes. Et je pense que c'est ce que nous faisons », a-t-elle déclaré dans une adresse commune avec le secrétaire de la Défense Leon Panetta à l'Université nationale de la défense à Washington.

17/08/2011

http://french.news.cn/monde/2011-08/17/c_131054395.htm

Thierry Meyssan : Washington planifie une occupation prolongée d'une partie de la Libye.

Alors que les télévisions atlantistes annoncent la chute imminente de Mouammar Kadhafi, Thierry Meyssan —présent à Tripoli— dénonce une intoxication. Selon lui, la guerre est autant psychologique que militaire.

Les mensonges de la propagande visent à provoquer l'implosion de l'État libyen, l'objectif final n'étant plus de gouverner le pays, mais au contraire d'y installer le « chaos constructeur » au détriment de la population civile, afin de débiter le « remodelage de l'Afrique du Nord ».

Vu de Washington, l'ex-ambassadeur des Etats-Unis à Tripoli, Gene A. Cretz sera le « gouverneur de la Libye libre »

On a pu observer au cours des derniers jours un changement tactique important de l'OTAN. En plusieurs zones loyales au gouvernement, l'Alliance a bombardé des checkpoints, créant de la confusion, pour larguer un peu plus loin des armes à des cellules rebelles dormantes, ou à des commandos de Forces spéciales infiltrés.

Ces opérations ont échoué, et les armes —derniers modèles— ont été récupérées par l'armée libyenne. Mais à n'en pas douter, l'OTAN perfectionnera sa méthode et parviendra ultérieurement à la mettre en œuvre.

Cette innovation tactique montre qu'il ne s'agit plus de favoriser un soulèvement populaire contre « *le régime de Kadhafi* », mais d'inciter à la guerre civile.

Ne croyez pas un mot de ce que vous disent les télévisions satellitaires de la Coalition. À titre d'exemple, au moment où j'écris ces lignes [samedi 20 août après-midi], elles viennent d'annoncer qu'une unité de l'armée s'est mutinée et a pris le contrôle de l'aéroport ; que l'on se bat dans la capitale et que des chars ont été déployés. C'est de la pure invention. Prenez plutôt comme source d'information les télévisions satellitaires d'États ne participant pas au conflit : la chaîne latino-américaine TeleSur ou la chaîne iranienne PressTV qui, depuis le départ de Russia Today, sont les seules sur place à rendre compte objectivement des événements.

La propagande atlantiste nous assure, à longueur de journée, que les rebelles progressent, qu'ils ont pris tel ou tel village « *stratégique* », et que « *les jours de Kadhafi sont comptés* ». Combien de fois nous ont-ils annoncé que Kadhafi avait fui au Venezuela ou s'était suicidé ?

Dernier avatar de cette guerre psychologique l'annonce faite par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de la nécessité d'évacuer au plus vite 600 000 travailleurs étrangers avant l'inévitable bain de sang ; une déclaration sans fondement, destinée à semer la panique. L'OIM ne ressort pas des agences des Nations Unies. Elle est dirigée par l'ambassadeur US William Lacy Swing, tristement célèbre en Haïti.

En réalité, l'OTAN a pris acte de son enlèvement et ne vise plus une solution militaire classique. Sa tactique est désormais conçue pour appuyer une action politique souterraine visant à provoquer une dislocation de l'État. L'idée est que les Libyens prêts à soutenir le CNT se comptent en dizaines ou en centaines de milliers, tandis que ceux qui soutiennent le gouvernement se comptent par millions. Dès lors, il est illusoire de penser que les « *rebelles* » pourront contrôler le pays à court ou moyen terme.

Contrairement à une idée répandue, ce ne sont pas tant les rebelles qui se battent contre l'armée libyenne et ses réservistes, c'est l'OTAN. Le schéma est désormais bien rôdé : des hélicoptères Apache investissent une localité en mitraillant tout ce qui bouge. La population fuit et l'armée se retire. Les « *rebelles* » investissent alors la bourgade. Ils hissent le drapeau monarchiste devant les caméras de CNN et consorts. Ils se font photographier en faisant le V de la victoire, puis pillent les maisons abandonnées. Lorsque l'OTAN se retire, l'armée libyenne revient et les « *rebelles* » s'enfuient, laissant derrière eux une ville dévastée. Chaque jour le CNT clame donc avoir pris une localité qu'il perd le lendemain. Au moment où j'écris ces lignes, l'armée libyenne a repris le contrôle de Zwaya et de sa raffinerie, de Brega et de raffinerie, et surtout de presque toute la ville de Misrata. La seule localité importante tenue par les « *rebelles* » est Benghazi. Ailleurs, ils n'étaient que de passage avec leur cohorte de journalistes embarqués. Avec l'aide de l'OTAN, les rebelles peuvent pénétrer n'importe où, mais sans l'aide de la population, ils parviennent à se maintenir nulle part.

Réunis à Washington le 25 juillet au Center for Strategic & International Studies (CSIS), les meilleurs experts états-uniens sont arrivés à la conclusion qu'il n'y a aucun moyen de prendre Tripoli, en tous cas pas avant deux ou trois ans. Il est par contre possible, comme l'anticipe Daniel Serwer dans une note du Council of Foreign Relations (CFR) de provoquer une implosion du régime. Il s'en suivrait que les zones rurales, dont l'organisation sociale est de nature tribale, sombreraient instantanément dans un chaos plus proche de l'exemple somalien que de l'exemple irakien. Certaines zones urbaines, principalement Tripoli qui abrite le quart de la population libyenne, dont l'organisation sociale est plus familiale et individuelle, resteraient à la fois loyales au gouvernement et stables.

D'ores et déjà il a été décidé que le pitoyable Conseil national de transition serait maintenu pour la forme, mais dessaisi de ses prérogatives, qu'au demeurant il n'a jamais exercées. L'ambassadeur Gene A. Cretz serait nommé « *gouverneur de la Libye libre* » (sic), comme le général Jay Gardner l'avait été en Irak. Cretz a constitué son équipe et se tient prêt à tout moment à débarquer.

Après avoir tenté un coup d'État en octobre, inventé un alibi humanitaire pour conquérir le pays en février, puis avoir envisagé la partition de la Libye sur le modèle kosovar en juin, et s'être lancé début août dans une campagne pour faire souffrir la population jusqu'à se qu'elle se révolte, l'OTAN glisse insensiblement vers le « *chaos constructeur* », cher aux Straussiens [1] qui ont précisément voulu cette guerre pour étendre à l'Afrique du Nord le « *remodelage* » qu'ils ont commencé au Proche-Orient. Dans un tel cas, le maintien de Mouammar Kadhafi à Tripoli serait une aubaine pour créer un conflit régional généralisé entre arabes et « *autochtones* » (Berbères etc.). En effet, à la différence du Proche-Orient, l'Afrique du Nord ne se prête pas à un conflit sectaire sunnite/chiite.

Le chaos libyen serait progressivement étendu à l'ensemble de l'Afrique du Nord (sauf l'Égypte) en installant la terreur d'Al Qaida au Maghreb Islamique.

Il va de soi que le chaos en Libye aurait des conséquences catastrophiques pour tous les pays de la Méditerranée, et en premier chef pour l'Italie et la France qui s'en trouveraient profondément et durablement déstabilisés. L'Europe serait privée d'importantes fournitures de gaz et de pétrole, et devrait simultanément faire face à un afflux massif de réfugiés. Dans cette perspective, le CFR recommande d'envisager une occupation

militaire durable, seule apte à stabiliser le pays. Cependant, il est peu probable que l'administration Obama puisse —en pleine campagne électorale— financer un vaste déploiement de troupes au sol, face à une opinion publique intérieure qui exige des économies. Le CFR préconise donc que Washington transfère cette charge sur les Nations Unies et l'Union européenne.

Si l'on suit cette logique, Washington et d'autres ne manqueront pas d'invoquer les responsabilités post-conflit déterminées par la Convention de Genève pour imposer ce fardeau au couple franco-britannique qui a pris le leadership médiatique de la guerre.

De son côté, l'émir Hamad bin Khalifa Al Thani a envoyé un émissaire en Tunisie pour tenter une OPA. L'ex-Premier ministre français, désormais employé du Qatar, Maître Dominique de Villepin, était mandaté pour acheter la trahison des Kadhafi. Il n'a pas eu le succès escompté. Contrairement à une idée reçue à Doha et à Paris, certaines personnes ne sont pas à vendre.

Quoi qu'il en soit, la suite des événements s'apparentera probablement à un coup tordu : l'émir de Qatar est en train de faire construire à Doha des décors en carton pâte représentant Bab el-Azizia (la place sur laquelle se trouvait l'ancien palais de Mouammar Kadhafi) et la Place verte (la place centrale de Tripoli où le « Guide » prononce ses discours). À n'en pas douter, les prochaines images exclusives d'Al-Jazeera ne manqueront pas de créer une réalité virtuelle qui fera, à sa manière, partie de l'Histoire.

Thierry Meyssan

20 août 2011

Réseau Voltaire

4 CNT- Les rebelles

Les grandes manœuvres

Le CNT ouvre son ambassade à Washington

Le département d'Etat américain a autorisé l'implantation à Washington de l'ambassade du Conseil national de transition (CNT) et l'octroi à cette représentation de l'opposition libyenne de 13 millions de dollars prélevés sur les fonds gelés du régime Kadhafi.

"Si je comprends bien, ils ouvriront leur représentation dans les meilleurs délais", a déclaré aux journalistes Chris Stevens, émissaire américain à Benghazi.

Les Etats-Unis ont récemment reconnu le CNT en tant qu'autorité gouvernementale légitime en Libye. L'ambassade libyenne à Washington a été fermée au mois de mars dernier, peu avant le début de l'opération otanienne en Libye. L'ancien ambassadeur, Ali Aujali, avait démissionné pour protester contre la répression des opposants. A présent, il pourrait être nommé chargé d'affaires.

La Libye est le théâtre d'une confrontation armée entre les insurgés et les troupes du colonel Kadhafi depuis février. Une opération militaire internationale se déroule dans ce pays depuis le 19 mars. Elle a débuté deux jours après l'adoption par le Conseil de sécurité de l'Onu d'une résolution appelée à protéger les civils libyens et autorisant le recours à la force à cet effet.

03/08/2011

Ria Novosti

Des Canons ... pas du beurre

Première visite de la rébellion libyenne à l'Otan.

Une délégation du Conseil national de Transition (CNT, l'organe représentatif de la rébellion libyenne) a été reçue mercredi pour la première fois par l'Otan, qui bombarde depuis plus de quatre mois la Libye au nom de la protection de la population menacée par le régime du colonel Mouammar Kadhafi.

Cette réunion, au siège bruxellois de l'Alliance atlantique, avec les ambassadeurs des 28 pays alliés et ceux engagés à leurs côtés dans l'opération "Unified Protector" n'a toutefois été qu'informelle" car plusieurs membres de l'Otan n'ont pas reconnu le CNT comme "*représentant légitime du peuple libyen*" - un pas que les trois pays du Bénélux ont franchi mercredi.

La délégation, conduite par le "numéro deux" de la rébellion libyenne, Mahmoud Jibril, a également été reçue par le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen.

"Ils ont une grande responsabilité dans la transition en douceur vers un avenir démocratique et ouvert en Libye", a souligné à l'issue de l'entretien M. Rasmussen, alors que l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Right Watch (HRW) accuse les rebelles libyens d'être responsables d'incendies, de pillages et d'abus sur des civils lors de leur offensive sur Tripoli - ce qu'a réfuté M. Jibril.

Les délégués "*nous ont exposés leur vision de l'avenir de leur pays, fondée sur la démocratie, l'Etat de droit et le respect des droits de l'Homme*", a ajouté M. Rasmussen, cité dans un communiqué.

La rencontre "*a donné l'occasion*" à l'Otan, qui intervient depuis le 31 mars en Libye, "*de réaffirmer sa volonté de poursuivre sa campagne militaire aussi longtemps que nécessaire*", a confié à l'AFP un diplomate allié.

Durant l'entretien, "*M. Jibril et les ambassadeurs des pays de l'Otan sont convenus qu'en ce qui concerne la transition et l'amorce d'une solution politique en Libye, la responsabilité en incombe au Groupe de contact*" international chargé du dossier libyen, où siègent l'Union africaine et la Ligue arabe, a souligné le même diplomate.

Pour la suite, pour la période qu'il est convenue d'appeler "post-Kadhafi", a-t-il précisé, "*la planification et la préparation relèvent des Libyens eux-mêmes avec le soutien de la communauté internationale, notamment de l'ONU*".

Les pays de l'Otan et la délégation du CNT se sont par ailleurs entendus sur trois points, a précisé M. Ramussen: que l'Otan "poursuivra" son opération militaire "pour protéger les civils libyens", tant que ceux-ci seront menacés, que "le régime de Kadhafi a perdu toute légitimité", et enfin qu'"une solution politique doit être trouvée (...) maintenant".

13/07

(belga)

Sur le terrain

Un pétrolier libyen détourné

Un pétrolier libyen a été détourné au large de Malte par de présumés rebelles libyens, peut-être avec l'aide de forces spéciales européennes, rapportent mercredi des sources proches du dossier.

Le Cartagena était à l'ancre près des eaux territoriales maltaises lorsqu'il a été abordé par un remorqueur battant pavillon libyen, mercredi vers deux heures du matin, a précisé à Reuters une source bien informée, qui a tenu à rester anonyme.

[...]

Il fait route vers Benghazi, le bastion des rebelles libyens, à l'est de la Libye, sous la surveillance étroite de l'Otan, qui dispose de 17 navires de guerre en Méditerranée.

L'Otan a confirmé suivre la trajectoire du Cartagena, mais a dit ne pas être en mesure de confirmer s'il avait été détourné. [!]

"Nous suivons le bateau et tout indique qu'il coopère avec les forces de l'Otan à l'approche des côtes libyennes", a déclaré le colonel Roland Lavoie, porte-parole de l'organisation atlantique.

[...]

Une "source bien informée" citée sur son site internet affirme **qu'un gouvernement européen a fourni la logistique nécessaire pour cette opération, dont probablement l'emploi de forces spéciales aéroportées.**

Le porte-parole de l'Otan a déclaré avoir entendu parler de cette information, mais "ne pas être en position de spéculer" sur sa véracité.

Le Cartagena transporte 40.000 tonnes d'essence qu'il devait initialement livrer à Tripoli, précise le Petroleum Economist.

Les rebelles libyens avaient déjà détourné en mars un autre pétrolier appartenant à une compagnie gouvernementale libyenne.

[lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr) avec Reuters

Publié le 04/08/2011

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/08/04/97001-20110804FILWWW00212-un-petrolier-libyen-detourne.php>

5 Les institutions

UNESCO

L'UNESCO juge inacceptable l'attaque de l'OTAN contre la télévision.

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a jugé inacceptable l'attaque de l'OTAN contre des émetteurs de la télévision publique libyenne, Al Al-Jamahiriya, le 30 juillet, et a déploré la mort de trois employés dans l'attaque aérienne qui a également blessé 21 autres personnes.

« Je déplore l'attaque de l'OTAN sur Al-Jamahiriya et ses installations », a dit la Directrice générale dans un communiqué. « Les médias ne devraient pas être la cible d'opérations militaires. La résolution 1738 (2006) du Conseil de sécurité de l'ONU condamne les actes de violence contre les journalistes et les employés des médias dans les situations de conflit ».

« L'attaque de l'OTAN est aussi contraire aux principes des Conventions de Genève qui établissent le statut civil des journalistes en temps de guerre même s'ils participent à la propagande », a ajouté Mme Bokova. « Faire taire les médias n'est jamais une solution. Promouvoir des médias pluralistes et indépendants est la seule façon de permettre aux gens de former leur propre opinion ».

L'OTAN a publié un communiqué affirmant que l'attaque était menée conformément à la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui autorise les opérations militaires en Libye.

Selon la presse, l'OTAN a bombardé et neutralisé trois antennes de transmission par satellite de la télévision publique libyenne à Tripoli. L'Alliance atlantique a justifié l'attaque par le fait que le régime utilise ses capacités de télédiffusion pour intimider le peuple libyen et inciter à la violence.

8 août 2011

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26026&Cr=UNESCO&Cr1>

6 Europe

1 France

Sarkozy sur le point de capituler

Paris, qui a piloté l'opération militaire menée sous la bannière de l'Otan et qui ne jurait que par le départ d'El Gueddafi, a fini par reconnaître qu'il a sous-estimé la résistance que lui a opposé le colonel libyen.

La position défendue par l'Algérie pour une sortie de crise dans le conflit libyen semble désormais incontournable. Un probable ballet diplomatique pourrait se jouer, à cet effet, à Alger. La diplomatie algérienne n'a pas cessé d'appeler à appuyer

les différentes initiatives et efforts pour une «solution pacifique de la crise libyenne» et, pour ce faire, appliquer la «feuille de route de l'Union africaine (UA)». Un appel qui a trouvé un large écho et qui semble avoir résonné favorablement du côté de l'Elysée. La France, qui ne veut pas reconnaître qu'elle a mis les pieds dans des sables mouvants en intervenant militairement en Libye, a toutefois pris acte que la résistance farouche que lui a

promise le guide de la Jamahiriya n'est pas un vain mot comme elle ne relève pas non plus de la fanfaronnade et de la simple gesticulation. Tripoli s'est-elle érigée en citadelle imprenable? En tous les cas, l'exhibition de muscles ne l'a pas fait plier et a montré ses limites. Les canonnades et les bombardements n'ont pas eu raison de la capitale libyenne. Alain Juppé, le ministre français des Affaires étrangères, le reconnaît à demi-mot. «On ne peut pas parler d'enlèvement. Ça fait cinq mois que nous intervenons, personne n'a jamais parlé de guerre éclair... Sans doute avons-nous sous-estimé la résistance des forces d'El Gueddafi, mais il n'y a pas d'enlèvement», a déclaré, jeudi, le chef de la diplomatie française sur la chaîne de télévision publique France 2. La France en a plein les bottes du borborygme libyen. Quand bien même n'ose-t-elle pas le reconnaître, elle ne verrait pas d'un mauvais œil une issue politique à ce conflit. Ce qui lui réserverait une porte de sortie honorable. «Nous travaillons aussi à chercher une solution politique parce qu'il est évident que la solution ne sera pas en définitive militaire. Il faut simplement, et c'est pour nous la ligne rouge, qu'El Gueddafi comprenne qu'il n'a plus vocation à exercer le pouvoir en Libye», a ajouté Alain Juppé. La solution politique, l'Hexagone y songeait déjà. Il avait évoqué cette option à travers les déclarations de son ministre de la Défense. «Nous leur demandons (aux Libyens Ndlr) de parler entre eux, de se mettre autour d'une table...Il n'y a pas de solution de force», a déclaré le 10 juillet 2011 sur BFM TV, Gérard Longuet, dont le pays a été le fer de lance de l'opération militaire menée par l'Otan. Le patron du Quai d'Orsay, qui a renouvelé sa confiance au Conseil National de transition, a toutefois nié l'existence de dissensions, en son sein, qui le menaceraient d'implosion. Une guerre fratricide s'est pourtant affichée pratiquement au grand jour après l'élimination physique du chef de l'insurrection libyenne. Une hypothèse renforcée par l'analyse de certains experts. La mort du général Younès, «est révélatrice de schismes qui apparaissent ces derniers mois au sein du CNT (...) On pourrait assister aux exemples les plus extrêmes de ces divisions entre les anciens membres du régime et les pionniers de la rébellion», a estimé Geoff Porter, du cabinet de consultants North Africa Risk.

Le général Abdelfatah Younès a été abattu par des assaillants après avoir été rappelé, du front Est à Brega, pour un interrogatoire à Benghazi sur ses prétendues relations avec le régime de Mouamar El Gueddafi. Sa mort a été annoncée le 28 juillet. Aucune information n'a filtré depuis sur les véritables motifs de cette liquidation ni sur l'identité de ses assassins. Pourtant des membres de sa tribu, celle des Obeidis considérée comme la plus importante de Libye, n'ont pas hésité à désigner certains responsables de l'insurrection. Le Conseil tribal libyen (représenté par 2000 tribus) qui soutient la feuille de route de l'UA pour une sortie de crise, avait adressé un message déterminé à l'Otan à travers un manifeste publié le 26 juillet. «Les tribus de Libye ne se sont pas encore complètement réunies pour repousser les agresseurs de l'Otan. Alors que nous nous y préparons nous avertissons l'Otan que nous ne nous arrêterons pas avant qu'ils n'aient quitté notre pays et nous ferons en sorte qu'ils ne reviennent jamais», soulignait le communiqué. L'armada des pays occidentaux, Paris à leur tête, qui ne semble plus avoir le choix des armes, donne l'impression de vouloir mettre un peu plus d'eau dans son vin et affiche des intentions moins belliqueuses. Le CNT a-t-il reçu le feu vert pour négocier? Ses dispositions affichées en faveur de la feuille de route de l'UA est une indication sérieuse...

06/08/2011

Mohamed TOUATI

<http://www.lexpressiondz.com/index.php?news=136848>

Des ex-eurodéputés en visite à Tripoli

Quatre anciens eurodéputés, dont trois Français, se sont rendus la semaine dernière à Tripoli, à l'invitation d'une ONG libyenne, pour rencontrer des responsables du régime, selon Le Parisien. Le quai d'Orsay n'avait pas été mis au courant de cette visite.

Parmi les élus, Margie Sudre, ancienne secrétaire d'Etat à la Francophonie du gouvernement Juppé, assume totalement la visite : "*Nous avons rencontré des familles de civils bombardés par la coalition et constaté que les dépôts de nourriture avaient été touchés*".

L'ancienne ministre semble avoir été sensible aux arguments de ses hôtes : "*Je considère que la communauté internationale a outrepassé le mandat de l'ONU. Il ne s'agit plus de défendre les populations civiles mais de les attaquer. Cessons de nous mêler de cette guerre qui ne nous concerne pas*", explique-t-elle au Parisien.

"Après cinq mois, l'enlèvement est total. Il faut négocier une sortie de crise pour éviter une partition du pays", assure de son côté Michel Scarbonchi, ex-député européen radical de gauche, lui aussi membre de la délégation.

Lefigaro.fr

10/08/2011

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/08/10/97001-20110810FILWWW00235-des-ex-eurodeputes-en-visite-a-tripoli.php>

2 Pays Bas

Avoirs gelés de Kadhafi: 100 M EUR débloqués par les Pays-Bas pour le CNT

Les Pays-Bas ont débloqué 100 millions d'euros des avoirs du régime Kadhafi pour le Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion libyenne, rapporte lundi le ministère néerlandais des Affaires étrangères, cité par les médias internationaux.

"La somme de 100 millions d'euros des avoirs libyens a été débloquée à la demande du CNT", a indiqué Ward Bezemer,

porte-parole du ministère, précisant qu'il s'agissait d'une partie des fonds du régime libyen gelés par le gouvernement néerlandais en mars dernier.

Créé par les opposants au colonel Mouammar Kadhafi à Benghazi le 27 février en tant qu'organe provisoire de pouvoir, le Conseil national de transition a été officiellement reconnu par nombre de pays comme représentant légitime du peuple libyen, en lieu et place du régime Kadhafi à Tripoli.

Le 19 mars, une coalition de pays occidentaux a lancé une opération militaire contre la Libye qui est le théâtre d'une confrontation armée entre les insurgés et les troupes du colonel Kadhafi depuis février. Quelques jours plus tard, le commandement de l'opération est passé à l'Otan.

L'opération militaire se déroule conformément à une résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'Onu le 17 mars et autorisant le recours à la force pour protéger les civils libyens. Le mandat de l'opération devait expirer le 27 juin, mais le 1er juin, l'Alliance l'a prorogé jusqu'à fin septembre.

Les Pays-Bas ont engagé six chasseurs F-16 dans l'opération militaire en Libye.

16/08/2011

Ria Novosti

7 Monde

Chavez accuse la coalition de massacres.

Le président vénézuélien Hugo Chavez a accusé les Etats-Unis et des pays européens de massacres en Libye et de vouloir s'emparer des richesses naturelles de ce pays, a annoncé lundi l'agence mexicaine Notimex.

"Les gouvernements d'Europe, pas tous mais certains, et le gouvernement soi-disant démocrate et démocratique des Etats-Unis sont en train de commettre un massacre là-bas, sous prétexte de sauver des vies pour s'emparer d'un pays et de ses richesses ", a déclaré dimanche le président vénézuélien lors d'une prière organisée dans son palais de Miraflores à Caracas.

"Les troupes de l'Otan procèdent aux massacres, alors que les déclarations de leurs chefs de vouloir sauver le peuple libyen ne sont qu'un prétexte pour envahir le pays et s'emparer des richesses naturelles de la Libye", a martelé le chef de l'Etat vénézuélien.

22 août - RIA Novosti

<http://fr.rian.ru/world/20110822/190627457.html>

Annexe

Ouvrir carte de Libye ? cliquer sur -

http://maps.google.be/maps?hl=fr&xhr=t&q=carte+de+libye&cp=12&bav=on.2,or.r_gc.r_pw.&biw=1016&bih=559&wrapid=tljp1314001217203022&um=1&ie=UTF-8&hq=&hnear=0x13a892d98ece010d:0xfa076041c7f9c22a.Libye&gl=be&ei=ihFSTrDpNqP24QSK-ICvDQ&sa=X&oi=geocode_result&ct=image&resnum=1&sqi=2&ved=0CCYQ8gEwAA

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19